

rapports harmonieux. M'est avis que nos maintenant quoi faire? A mon humble avis, monsieur le président, je ne crois pas.

Cet après-midi, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait une brève déclaration et je dois avouer que, tout d'abord, ses paroles m'ont profondément inquiétée parce que les choses que, selon lui, le Canada est prêt à défendre, sont des choses qui, à mon sens, ne prêtent pas à controverse. Il a dit que le Canada veut la paix, qu'il veut la mise au ban des armes nucléaires et des essais nucléaires, qu'il appuie les Nations Unies, qu'il respecte nos alliances, y compris celle de l'OTAN. Il n'y a pas un pays, pas un seul citoyen dans le monde, à mon avis, qui ne serait pas d'accord là-dessus. Je suis donc déçu, comme d'ailleurs il doit y en avoir beaucoup au pays qui sont déçus, à la pensée qu'on ne fait preuve ici d'aucune initiative, qu'il n'y a rien qui frappe, rien de décisif.

Ces dernières semaines, les Canadiens sont devenus de plus en plus inquiets. Que fera-t-on? Pour la plupart d'entre nous qui siégeons au Parlement, nous avons reçu des appels téléphoniques et des lettres; on nous aborde même dans la rue. Aurons-nous la guerre? Que se passe-t-il? Comment cela est-il arrivé? Où allons-nous? Il y a une vieille chanson écossaise qui s'intitule «Je sais où je vais.» La plupart des gens, je pense, aiment croire qu'ils savent où ils vont, et chacun veut avoir l'impression que le gouvernement sait où il va et où il mène son peuple.

A première vue du moins, je crois que le discours que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait aujourd'hui sera accueilli froidement et avec déception à travers le pays. Mais même dans les quelques heures qui viennent de s'écouler, on a peut-être amené les Canadiens à croire—et c'est ce qui arrivera si tous les députés participent au débat—que ce n'est pas tellement simple de dire: «Voici notre attitude: nous acceptons de négocier sur ceci, mais sur cela, non.»

L'honorable député d'Essex-Est a dit plus tôt aujourd'hui qu'à notre avis, en ce qui concerne Berlin, certains éléments ne peuvent faire l'objet de négociations, et quand je dis «à notre avis», je veux dire de l'avis des Canadiens et peut-être de l'avis du monde occidental. Jamais nous ne trahisons nos principes, jamais nous ne trahisons les autres hommes libres du monde. Je ne crois pas qu'il y ait un Canadien qui veuille que ses chefs manquent à ce principe. Ça n'avance à rien d'entrer dans une épicerie pour entendre quelqu'un dire qu'il s'inquiète de l'avenir de l'humanité et affirmer: «Je ne défendrai pas cette ville allemande; je ne défendrai pas l'Allemagne; j'ai déjà lutté pour détruire l'Allemagne». Nous entendons encore les voix de ces gens du Canada qui ont dit: «Je n'irai pas

défendre l'Angleterre.» Il peut très bien arriver un jour que nous en entendions dire: «Je ne me battra pas pour défendre la France; je ne me battra pas pour défendre les États-Unis.»

Heureusement ou non, il ne nous est plus nécessaire de répondre à cette question, car il ne s'agit plus de défendre les Allemands, ni une petite ville, ni un secteur d'une ville qui se trouve à l'intérieur de l'Allemagne de l'Est. Ce qu'on attend de nous, c'est que nous prenions position et que nous manifestions clairement notre attitude en matière de liberté.

La liberté, voilà un mot dont on abuse énormément. Il prend des nuances bien diverses selon la personne qui le prononce. Dans ses discours, M. Khrouchtchev déclare qu'il est en faveur de la paix et de la liberté et je suppose qu'il dit vrai.

Le plus grand danger auquel nous ayons à faire face aujourd'hui, c'est la possibilité que nous perdions contenance, comme disent les Orientaux. Il est fort possible que les deux adversaires, la Russie et les États-Unis, adoptent des positions tellement rigides que l'un ou l'autre devra provoquer une guerre, qu'il le veuille ou non. Peu importe que l'on utilise des armes nucléaires dès le début ou que la guerre survienne parce que quelqu'un, d'un côté de la frontière, s'est servi d'un boyau et qu'une personne, de l'autre côté de la frontière, a répliqué en utilisant un gaz ou une bombe fumigène. Je suppose que tout le monde se rend compte qu'il importe peu comment le conflit prend naissance. Les Américains se sont déjà sentis justifiés d'utiliser une bombe nucléaire pour mettre fin à cet holocauste que fut la seconde guerre mondiale et il semble bien que, advenant un autre conflit, un des adversaires s'estimerait en droit de faire de même. Il importe peu que ce soit des bâtons, des cailloux ou mêmes des insultes qu'on se lance, cette bataille ne peut conduire qu'à une guerre qui détruira toute l'humanité. Il ne faut pas le permettre.

Dernièrement, à une réunion, le premier ministre Nehru a parlé des nations non engagées. Il a dit ce que tous savent, c'est-à-dire que le Canada se leurre quand il prétend pouvoir changer les circonstances actuelles, quand il agit comme s'il pouvait séparer les opposants et leur faire prendre les décisions qu'il veut. M. Nehru ne peut le faire pour le compte de l'Inde ni notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour le compte du Canada.

Voici peut-être ce que nous pouvons vraiment faire. Nous pouvons interroger notre conscience, afin de connaître notre position et montrer ensuite de la fermeté. Ensuite, comme nation, par l'entremise du gouvernement et de son secrétaire d'État aux Affaires